

plète comprend : (a) Des townships ou districts ruraux d'une étendue de huit à dix milles carrés. (b) Des villages ayant une population de plus de 750 âmes. (c) De villes ayant une population de plus de 2,000 âmes, ces dernières divisées quelquefois en quartiers, lorsqu'elles sont comprises dans des districts d'une grande étendue formant un comté. (d) D'un conseil municipal. (e) Des villes sont formées de l'accroissement des villages où la population excède 15,000 âmes.

Les townships et les villages sont gouvernés par un préfet et des conseillers ; les villes, par un maire et des conseillers. Le corps gouvernant d'une municipalité de comté est composé des préfets et des députés-préfets des townships, villages et villes qui se trouvent dans les limites du comté, le président de ce conseil porte le titre de préfet du comté.

Par l'Acte de la Confédération, le Gouverneur général doit nommer les juges des cours supérieures, de district et de comté, dans chaque province, et leurs salaires, allocations et pensions seront fixés et acquis par le parlement du Canada.

La plus haute cour en Canada est connue sous le nom de cour Suprême du Canada. Elle exerce aussi une juridiction d'appel dans tous les cas d'élections contestées et peut faire un examen et un rapport sur tout bill privé, ou sur toute pétition demandant l'adoption d'un bill privé ou requête. Elle a juridiction dans tous les cas de contestations entre les provinces et la Puissance du Canada et entre les provinces elle-mêmes, à la condition, toutefois, que la législature adopte un acte accordant telle juridiction. D'après l'Acte du parlement du Canada de 1891, le Gouverneur général en conseil peut référer à la cour Suprême tout cas où il s'agit d'une affaire concernant l'intérêt public.

La cour Suprême est composée d'un juge en chef et de cinq juges puînés. On peut toujours en appeler de la décision de la cour Suprême, excepté dans les cas criminels, au comité judiciaire du Conseil privé en Angleterre, la plus haute cour de l'Empire ; dans ces cas, les jugements sont toujours décisifs.

La cour de l'Echiquier est présidée par un seul juge, il a juridiction exclusive en première instance dans tous les cas où demande est faite ou recours cherché au sujet de toute matière qui pourrait avoir fait le sujet d'une poursuite en action devant la cour de l'Echiquier, siégeant comme cour des revenus contre la Couronne ou aucun de ses officiers. Cette cour a aussi juridiction concurrente en première instance dans tous les cas où l'on cherche à appliquer quelque loi relative au revenu.

Les cours Supérieures des différentes provinces sont constituées de la manière suivante : dans Ontario, la cour Suprême de Justice composée du juge en chef d'Ontario et trois juges d'appel, et la haute cour de Justice en trois divisions ayant juridiction commune, savoir : les divisions du Banc de la Reine et des Plaid Communs. Chacune de ces divisions est présidée par un juge en chef et deux juges, et la division de la Chancellerie est présidée par un chancelier et trois juges. Québec, le juge en chef du Banc de la Reine et cinq juges puînés, le juge en chef de la cour Supérieure et vingt-neuf juges puînés dont les résidences sont fixées dans diverses parties de la province. La Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, le juge en chef de la cour Suprême, le juge en équité et cinq juges puînés respectivement. Le Manitoba, le juge en chef et trois juges puînés. La Colombie Anglaise, le juge en chef et quatre juges puînés. L'Ile du Prince-Edouard